



LA FEDERATION COMMUNIQUE

Groupe Tereos :

DES AVANCÉES ARRACHÉES

Plus de 80 jours d'occupation par les salariés de la sucrerie d'Escaudœuvres, des mobilisations à Morains et dans les sites du groupe. La solidarité et le soutien de la population, des syndicats locaux et nationaux, de l'union locale Cgt de Cambrai, de la fédération agroalimentaire, du cabinet d'expertise du Cse et de leur avocat sont à noter. L'intersyndicale Cgt, Cfdt et Fo sur tous les fronts a permis d'arracher à Tereos des avancées significatives et, en particulier, le maintien de salaire et du métier de sucrier. Pour qui connaît cette profession, maintenir l'emploi, le métier et le salaire, c'est une grande victoire à mettre au crédit de la lutte.

- Tous les salariés d'Escaudœuvres et de Morains conserveront un emploi dans le groupe donc leur métier de sucrier, avec leur qualification et leur salaire antérieur.
- Des mesures sociales telles une prime de mobilité, des indemnités de transport pendant 5 ans, (au-delà, la prime de transport Tereos s'appliquera) des aides au logement, prêts à taux 0, aides aux gardes d'enfants, aux conjoints....

Les mobilisations vont prendre d'autres forme, la Cgt se bat pour une reprise d'activité sur le site d'Escaudœuvres. La bataille est loin d'être terminée, fort des injonctions imposées par les Dcrets qui ont notamment pris en compte les alertes et propositions des Irp, l'intersyndicale ne lâche rien. La Cgt accompagnera et suivra un à un les salariés dans leurs nouvelles fonctions et veillera à l'amélioration des conditions de travail dans chaque sucrerie. La pugnacité des élus Cgt, de l'intersyndicale dans les diverses instances de représentation ont porté leurs fruits. Au-delà des dimensions sociales importantes, aujourd'hui des solutions de reprise du site d'Escaudœuvres émergent. Unanime, le Cesc a voté contre les volets, économique, santé et sécurité au travail et environnemental. Les trois motions très argumentées permettront de continuer la lutte contre la stratégie mortifère de Tereos. Le groupe est profondément discrédité. Ses arguments économiques et industriels ont été balayés un à un. Rien ne justifie la fermeture de cette sucrerie née il y a 150 ans. La recherche de rentabilité financière à court terme fait la démonstration concrète du gâchis orchestré, en toute logique capitaliste. Les bénéfices réalisés sur 2022 montent en flèche et ils exigent encore plus !!

Le gouvernement doit mettre sous tutelle publique l'industrie sucrière permettant à la France de maîtriser et développer sa production de sucre de betterave et de canne, de garantir l'indépendance, la souveraineté alimentaire, le potentiel industriel et les emplois de notre pays.

Montreuil,
Le 20 juin 2023